

Département de SEINE-ET-MARNE

Commune de SAINT SOUPPLETS



PLAN LOCAL D'URBANISME



PIÈCE N°1 : PIECES ADMINISTRATIVES



Révision du PLU
Document arrêté le : 11 septembre 2023
Document approuvé le :

Ensemble, participons à l'aménagement du territoire

IngESPACES



Urbanisme, Environnement, Déplacements

Siège social : 23 rue Alfred Nobel - 77420 Champs-sur-Marne
Tel : 01.64.61.86.24 - Email : contact@ingespaces.fr

EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

Date de convocation : 22/01/2016

Date d'affichage : 22/01/2016

Date de réunion : 28/01/2016

Nombre de membres :

En exercice : 23

Présents : 19

Votants : 21

Délibération n°
2016/01/8

Objet : Révision
générale du PLU

L'an deux mille seize, le 28 janvier à 20 h 00, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en la Maison Commune, sous la présidence de Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE, maire de Saint Souplets.

Etaient présents – Stéphane DEVAUCHELLE, Philippe HOSPICE, Anne-Marie IRANZO, René AVELINE, Françoise LOGEROT, Christine DELAVAQUERIE, Christine CAMUSSON-FOUCHET, Patricia PROVOST, Jeannot SOBIESTRE, Alexandra LEBRUN, Manuel PALHARES, Xavier MORIOUSEF, Pascal MENARD, Christophe IRANZO, Céline LAZZAROTTO, Sidonie RODRIGUES, Fleuriane CHARTON, Delphine MAURICE, Gilles MARCHAND.

Etait absent excusé : Thierry TACHON

Etaient absents représentés : Dominique BOUCHERE par Xavier MORIOUSEF, Charline PONCY par Jeannot SOBIESTRE.

Etait absent : Francis DELABARRE.

René AVELINE est élu secrétaire de séance.

M. Le Maire rappelle que Le Plan Local d'Urbanisme communal a été approuvé par délibération du 29 Mars 2010.

Ce document réalisé conformément à la loi n°2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au Renouveau Urbains ne répond pas aux exigences de la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) et de la loi n°2014-366 du 24 mars 2014 pour l'accès au logement et à l'urbanisme renoué (loi ALUR). Il apparaît donc nécessaire d'engager une révision générale du Plan Local d'Urbanisme afin d'être conforme aux exigences de ces deux lois.

Monsieur le Maire informe donc les membres du Conseil de l'opportunité d'engager une procédure de révision générale du PLU, dont les objectifs sont les suivants :

- 1) Garantir la cohérence de l'aménagement du territoire communal pour les années à venir au regard de ses spécificités ;
- 2) Assurer l'intégration du nouveau cadre législatif et réglementaire issu des lois "engagement national pour l'environnement" du 12 juillet 2010 et de la loi pour l'accès au logement et à l'urbanisme renoué (ALUR) du 24 mars 2014 ;
- 3) Assurer la compatibilité avec le Schéma Directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) ;
- 4) Etudier les demandes de modifications de zonage formulées par les propriétaires de terrain et l'ouverture des derniers terrains à l'urbanisation ;
- 5) Intégrer les projets structurels dans le futur zonage ;
- 6) Concilier le développement de l'habitat et des activités économiques ;
- 7) Maintenir les commerces en centre-ville.

Accuse de réception en préfecture
077-217704378-20160128-2016-01-08-DE
Date de télétransmission : 08/02/2016
Date de réception préfecture : 08/02/2016

Modalités de concertation

Conformément à l'article L 153-11 du code de l'urbanisme, et au vu des objectifs susmentionnés de la révision du Plan Local d'Urbanisme, Monsieur le Maire expose la nécessité d'engager une procédure de concertation pendant toute la durée de l'étude et jusqu'à l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme.

La concertation se déroulera selon les modalités suivantes :

- Publication dans le journal local de la commune
- Mise en place de panneau d'affichage explicatif sur cette procédure de révision générale du PLU en mairie
- Publication sur le site internet de la commune : www.saint-soupplets.fr
- Communication sur le panneau lumineux de la commune
- Mise à disposition d'un registre ou d'un cahier de concertation en mairie : les observations pourront être adressées à Monsieur le Maire par courrier ou être consignées dans un registre ou un cahier tenu à la disposition du public, aux jours et heures habituelles d'ouverture de la mairie.
- Organisation d'une réunion publique à destination notamment des personnes concernées par la procédure. Elle sera annoncée par voie d'affichage en mairie, sur le site internet de la commune et dans la presse locale.

Conformément aux dispositions de l'article R 153-3 du code de l'urbanisme, à l'issue de la concertation, le conseil municipal délibérera simultanément sur le bilan de la concertation et sur l'arrêt de projet de révision du Plan Local d'Urbanisme.

Enfin, il est proposé au conseil municipal :

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer tout acte qui serait nécessaire pour assurer la conduite de la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme, et notamment à signer le contrat avec le bureau d'études en charge de réaliser les études nécessaires à la révision générale du PLU;
- D'inscrire au budget primitif 2016 les crédits nécessaires au financement des dépenses afférentes à cette révision générale du PLU ;
- D'autoriser Monsieur le Maire à solliciter une dotation auprès de l'Etat, pour les dépenses liées à la révision du PLU, conformément à l'article L132-15 du Code de l'Urbanisme ;

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à l'unanimité des membres présents et représenté, autorise Monsieur le Maire à :

- Approuver le lancement de la procédure de révision générale du Plan Local d'urbanisme
- Approuver les objectifs tels que définis ci-dessus
- Associer conformément à l'article L. 132-7 du Code de l'urbanisme les personnes publiques associées
- Arrêter les modalités de concertation telles que définies ci-dessus entre le lancement des études et l'arrêt du projet de Plan Local d'Urbanisme
- Signer tout acte qui serait nécessaire pour assurer la conduite de la procédure de révision générale du Plan Local d'Urbanisme
- Solliciter une dotation auprès de l'Etat, pour les dépenses liées à la révision du PLU, conformément à l'article L 132-15 du Code de l'Urbanisme

Conformément à l'article L. 153-11 du code de l'urbanisme, la présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet de Seine et Marne et également :

- Aux présidents du Conseil Régional et du Conseil Départemental,
- Aux présidents de la Chambre de Commerce et d'industrie, de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat, et de la Chambre d'Agriculture,
- Aux services de l'Etat : Direction Départementale du Territoire, Agence Régionale de la Santé,
- Au Président de la Communauté de Communes des Monts de la Goële,
- Aux Maires des communes limitrophes.

Conformément aux articles R.153-20 et R.153-21 du Code de l'urbanisme, la délibération fera l'objet des mesures de publicité suivantes :

- Affichage en mairie pendant un mois,
- Mention de cet affichage insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département.

Le Maire,
Stéphane DEVAUCHELLE



Accusé de réception en préfecture
077-217704378-20160128-2016-01-08-DE
Date de télétransmission : 08/02/2016
Date de réception préfecture : 08/02/2016

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

Date de convocation : 11/12/2018

Date d'affichage : 11/12/2018

Date de réunion : 17/12/2018

Nombre de membres :

En exercice : 23

Présents : 18

Votants : 21

Délibération n°
2018-12-01

Objet : Retrait de la
délibération n° 2018-
07-04 du 02/07/2018
relative au bilan de
concertation et à
l'arrêt du projet de
révision du plan
local d'urbanisme
(PLU)

L'an deux mille dix-huit, le 17 décembre à 20 heures, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni en la Maison Commune, sous la présidence de Monsieur Stéphane DEVAUCHELLE, Maire de Saint Souplets.

Etaient présents : Stéphane DEVAUCHELLE, Philippe HOSPICE, Anne-Marie IRANZO, René AVELINE, Françoise LOGEROT, Thierry TACHON, Christine DELAVAQUERIE, Christine CAMUSSON FOUCHET, Patricia PROVOST, Jeannot SOBIESTRE, Dominique BOUCHERE, Alexandra LEBRUN, Xavier MORIOUSEF, Pascal MENARD, Christophe IRANZO, Céline LAZZAROTTO, Delphine MAURICE et Thérèse MASSET.

Etaient absents représentés : Charline PONCY par Jeannot SOBIESTRE, Gilles MARCHAND par Delphine MAURICE, Manuel PALHARES par Christine CAMUSSON FOUCHET.

Etaient absentes : Sidonie RODRIGUES et Fleuriane CHARTON.

Madame Céline LAZZAROTTO est élue secrétaire de séance.

Le Conseil Municipal,

Vu le code général des collectivités territoriales notamment ses articles L 2333-7 et L 2333-80,

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L101-2, L151-1 et suivants, L153-1 et suivants et R.153-3,

Vu la délibération du Conseil municipal du 28 janvier 2016 prescrivant la mise en révision du plan local d'urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation préalable,

Vu la séance du Conseil municipal du 09 octobre 2017 au cours de laquelle ses membres ont pu débattre des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables (PADD) en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018-07-04 du 02 juillet 2018 concernant le bilan de la concertation et l'arrêt du projet de révision du PLU de la commune de Saint Souplets,

Vu l'avis défavorable de l'État du 18 octobre 2018, sur le projet de révision totale du PLU arrêté par la Commune de Saint Souplets,

Considérant que la Commune doit prendre en compte l'avis de l'État et, de ce fait, revoir son projet de révision de PLU,

Considérant que le projet arrêté du PLU et le bilan de la concertation doivent être retirés ;

.../...

Accusé de réception en préfecture
077-217704378-20181217-2018-12-01-DE
Date de télétransmission : 28/12/2018
Date de réception préfecture : 28/12/2018

Acte à classer**2018-12-01**

1	2	3	4	5	6
En préparation	Pour signature	Prêt à transmettre	En attente retour Préfecture	> AR reçu <	Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2018-12-28T13-28-01.00 (MI214550727)

Identifiant unique de l'acte :

077-217704378-20181217-2018-12-01-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : RETRAIT DE LA DELIBERATION 2018-07-04 D'UN JUILLET
2018 RELATIVE AU BILAN DE CONCERTATION ET A L'ARRET
DU PROJET DE REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Date de décision : 17/12/2018



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d urbanisme
2.1.2. PLU

Acte : 2018-12-01 ANNULATION
DELIBERATION 2018-07-04
BILAN CONCERTATION ET
ARRET PROJET PLU.PDF

Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé	Date 28/12/18 à 11:49	Par <u>PETITBON Marie-Christine</u>
Demande de signature	Date 28/12/18 à 11:49	Par <u>PETITBON Marie-Christine</u>
Refusé	Date 28/12/18 à 12:20	Par <u>DEVAUCHELLE Stéphane</u>
Mis à jour	Date 28/12/18 à 12:23	Par <u>PETITBON Marie-Christine</u>
Demande de signature	Date 28/12/18 à 12:23	Par <u>PETITBON Marie-Christine</u>
Signé	Date 28/12/18 à 13:23	Par <u>DEVAUCHELLE Stéphane</u>
Transmis	Date 28/12/18 à 13:28	Par <u>PETITBON Marie-Christine</u>
Accusé de réception	Date 28/12/18 à 13:32	

Après en avoir délibéré, par 21 voix pour,

- ✓ **décide de rapporter** la délibération n° 2018-07-04 du 02 juillet 2018 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de révision du PLU de la Commune de Saint Souplets ;
- ✓ **autorise** le Maire, à signer tout acte aux effets ci-dessus.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Le Maire,
Stéphane DEVAUCHELLE



Accusé de réception en préfecture
077-217704378-20181217-2018-12-01-DE
Date de télétransmission : 28/12/2018
Date de réception préfecture : 28/12/2018

Acte à classer**2018-12-01****1**

En préparation

2

Pour signature

3

Prêt à transmettre

4En attente retour
Préfecture**5**

> AR reçu <

6

Classé

Identifiant FAST : ASCL_2_2018-12-28T13-28-01.00 (MI214550727)

Identifiant unique de l'acte :

077-217704378-20181217-2018-12-01-DE (Voir l'accusé de réception associé)

Objet de l'acte : RETRAIT DE LA DELIBERATION 2018-07-04 D'UN JUILLET
2018 RELATIVE AU BILAN DE CONCERTATION ET A L'ARRET
DU PROJET DE REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME (PLU)

Date de décision : 17/12/2018



Nature de l'acte : Délibération

Matière de l'acte : 2. Urbanisme
2.1. Documents d urbanisme
2.1.2. PLUActe : 2018-12-01 ANNULATION
DELIBERATION 2018-07-04
BILAN CONCERTATION ET
ARRET PROJET PLU.PDF

Multicanal : Non

Classer

Annuler

Préparé

Date 28/12/18 à 11:49

Par PETITBON Marie-Christine

Demande de signature

Date 28/12/18 à 11:49

Par PETITBON Marie-Christine

Refusé

Date 28/12/18 à 12:20

Par DEVAUCHELLE Stéphane

Mis à jour

Date 28/12/18 à 12:23

Par PETITBON Marie-Christine

Demande de signature

Date 28/12/18 à 12:23

Par PETITBON Marie-Christine

Signé

Date 28/12/18 à 13:23

Par DEVAUCHELLE Stéphane

Transmis

Date 28/12/18 à 13:28

Par PETITBON Marie-Christine

Accusé de réception

Date 28/12/18 à 13:32

DÉLIBÉRATION n° 2023-09-01

Date de convocation : 04/09/2023

Date d'affichage : 04/09/2023

Date de réunion : 11/09/2023

Nombre de membres :

En exercice : 23

Présents : 15

Votants : 21

Objet : Révision du plan
local d'urbanisme (PLU) –
Arrêt du projet

Rapporteur :
Stéphane
DEVAUCHELLE

L'an deux mille vingt-trois, lundi 11 septembre à 20 heures, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en séance publique, dans la salle du conseil municipal de la Mairie de SAINT SOUPPLETS, Château de Maulny, sous la présidence de M. Stéphane DEVAUCHELLE, Maire de SAINT SOUPPLETS.

Présents : M. Stéphane DEVAUCHELLE, Mme Christine DELAVAQUERIE, M. Dominique BOUCHÈRE, M. Thierry TACHON, Mme Delphine MAURICE, M. Jeannot SOBIESTRE, M. Jacques LEMPERNESSE, M. Gilles MOREAU, Mme Patricia GAUBAN, M. Manuel PALHARES, M. Xavier MORIOUSEF, M. Pascal MENARD, M. Sylvain DUCAMP, Mme Evelynne GRIFFONI et Mme Céline LAZZAROTTO.

Absents : Mme Patricia PROVOST (pouvoir à Mme Christine DELAVAQUERIE), Mme Thérèse BERTRAND, Mme Myriame GIAT (pouvoir à M. Pascal MENARD), Mme Nicole BRUNEAU (pouvoir à M. Dominique BOUCHÈRE), M. Jacques LOUIS-OCTAVE (pouvoir à M. Gilles MOREAU), M. Christophe GROSSO (pouvoir à M. Stéphane DEVAUCHELLE), Mme Charline PONCY (pouvoir à M. Jeannot SOBIESTRE) et Mme Aurélie FORESTA.

M. Gilles MOREAU est désigné secrétaire.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Par délibération du Conseil Municipal en date du 28 janvier 2016, la Commune de Saint Soupplets a prescrit la mise en révision du plan local d'urbanisme (PLU) définissant les objectifs à poursuivre et les modalités de concertation publique.

Pour rappel, les objectifs de la révision du PLU portent sur les aspects suivants :

- 1) Garantir la cohérence de l'aménagement du territoire communal pour les années à venir au regard de ses spécificités ;
- 2) Assurer l'intégration du nouveau cadre législatif et réglementaire issu des lois « engagement national pour l'environnement » du 12 juillet 2010 et de la loi pour l'accès au logement et à l'urbanisme rénové (ALUR du 26 mars 2014) ;
- 3) Assurer la compatibilité avec le schéma directeur de la Région Ile-de-France (SDRIF) ;
- 4) Etudier les demandes de modifications de zonage formulées par les propriétaires de terrain et l'ouverture des derniers terrains à l'urbanisation ;
- 5) Intégrer les projets structurels dans le futur zonage ;
- 6) Concilier le développement de l'habitat et des activités économiques ;
- 7) Maintenir les commerces en centre-ville.

Conformément à l'article L153-12 du code de l'urbanisme, le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) a été débattu en Conseil municipal les 9 octobre 2017, 18 mars 2019, 16 décembre 2021, 26 juin 2023.

Le PADD décline deux grandes orientations :

- 1) Conforter la fonction de polarisation de Saint Soupplets,
- 2) Permettre aux sulpiciens d'évoluer dans un cadre de vie et un environnement de qualité.

Conformément aux articles L103-3 à L103-6 du code de l'urbanisme, le Conseil municipal a, par sa délibération du 28 janvier 2016 définit les modalités de la concertation publique permettant d'associer à la définition du projet et tout au long de la procédure, les habitants de la Commune, les personnes intéressées ainsi que les personnes publiques associées (PPA).

Cette concertation s'est déroulée conformément aux modalités fixées par la délibération du Conseil Municipal.

Les modalités de la concertation publique étaient les suivantes :

- Publication dans le journal local de la commune.
- Mise en place de panneaux d'affichages explicatifs sur cette procédure de révision générale du PLU en Mairie.

- Publication sur le site internet de la commune : www.saint-soupplets.fr.
- Communication sur le panneau lumineux de la commune.
- Mise à disposition d'un registre en mairie : les observations ont pu être adressées à Monsieur le Maire par courrier ou être consignées dans le registre à la disposition du public, aux jours et heures habituels d'ouverture de la Mairie.
- Organisation d'une réunion publique à destination notamment des personnes concernées par la procédure. Elle sera annoncée par voie d'affichage en mairie, sur le site internet de la commune et dans la presse locale.

Ainsi, la concertation a été ponctuée notamment par :

- L'affichage de la délibération de prescription du PLU à partir du 8 février 2016, en Mairie.
- La publication dans le journal « Le Parisien » du 2 juin 2017 (n°22625), de plaquettes d'informations insérées dans les bulletins bimensuels d'informations municipales, du 5 juillet 2017, du 14 février 2018, du 6 juin 2018 et du 27 avril 2022 (Saint Soupplets Infos n°162, n°176, n°184 et n°277).
- Une exposition publique en mairie synthétisant le diagnostic et le PADD à partir du 16 février 2018 et une exposition publique concernant le zonage, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement à partir du 13 juin 2018.
- La mise en place d'un registre en Mairie à partir du 9 octobre 2017 et tout au long de la concertation. Ce registre a été clos la veille du Conseil Municipal arrêtant le projet de PLU. Aucune observation n'a été émise.
- La mise à disposition des éléments du dossier en Mairie et sur le site Internet en fonction de son avancement.
- L'organisation d'une réunion des PPA en date du 17 mai 2018 en Mairie et d'une réunion publique à l'Espace Claude Maurice (ECM) le 14 juin 2018.

L'ensemble de ces moyens de concertation est détaillé dans le bilan de la concertation. C'est dans ces circonstances que le Conseil municipal est appelé à approuver le bilan de la concertation et à arrêter le projet de révision du PLU, conformément aux articles L103-3 à L103-6 et L153-14 du code de l'urbanisme.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L101-2, L151-1 et suivants, L153-1 et suivants et R.153-3,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2016/01/8 du 28 janvier 2016 prescrivant la mise en révision du plan local d'urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation préalable,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2017-10-07 du 9 octobre 2017 portant débat au sujet des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) en application de l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018-07-04 du 2 juillet 2018 concernant le bilan de concertation et l'arrêt du projet de révision du PLU de la Commune de Saint Soupplets,

Vu l'avis défavorable de l'État du 18 octobre 2018 sur le projet de révision totale du PLU arrêté par la Commune de Saint Soupplets,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2018-12-01 du 17 décembre 2018 relative au retrait de l'arrêt du projet de révision du PLU et du bilan de concertation,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2019-03-01 du 18 mars 2019 portant débat au sujet des orientations générales du PADD en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2019-06-17 du 29 juin 2019 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de révision du PLU de la commune de Saint Soupplets,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2021-09-06 du 27 septembre 2021 relative au retrait de l'arrêt du projet de révision du PLU et du bilan de concertation,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2021-12-01 du 16 décembre 2021 portant débat au sujet des orientations générales du PADD en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2022-06-14 du 27 juin 2022 relative au bilan de concertation et à l'arrêt du projet de révision du PLU,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2023-04-16 du 13 avril 2023 relative au retrait de l'arrêt du projet de révision du PLU et du bilan de concertation,

Vu la délibération du Conseil municipal n° 2023-06-02 du 26 juin 2023 portant débat au sujet des orientations générales du PADD en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,

Vu les différentes pièces composant le projet de révision du PLU,

Vu le bilan de la concertation annexé à la présente délibération,

Considérant que les orientations du projet respectent les prescriptions de l'État suite à son avis en date du 18 octobre 2018,

Considérant que le projet est prêt à être transmis pour avis aux PPA,

Considérant la nécessité d'approuver le bilan de la concertation et d'arrêter le projet de PLU,

Après en avoir délibéré et voté, par 21 voix pour,

- **APPROUVE** le bilan de la concertation afférente au PLU,
- **ARRÊTE** le projet de révision du PLU de Saint Souplets tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- **COMMUNIQUE** pour avis, le projet de révision du PLU, en application des dispositions de l'article L153-16 du code de l'Urbanisme, à :
 - Monsieur le Préfet de Seine-et-Marne,
 - Madame la Présidente du Conseil Régional d'Ile-de-France,
 - Monsieur le Président du Conseil Départemental de Seine-et-Marne,
 - Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de Meaux,
 - Madame la Présidente d'Ile-de-France Mobilités,
 - Monsieur le Président de la Chambre d'Agriculture de Seine-et-Marne,
 - Madame la Présidente de la Chambre des Métiers et de l'Artisanat de Seine-et-Marne,
 - Monsieur le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Seine-et-Marne,
 - Monsieur le Directeur de la Direction Départementale des Territoires de Seine-et-Marne,
 - la Commission Départementale de Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers,
 - l'Institut National de l'Origine et de la Qualité (INAO).

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

Le secrétaire de séance,
Gilles MOREAU

Le Maire,
Stéphane DEVAUCHELLE

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MELUN (77000) – 43 rue du Général de Gaulle, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication/affichage. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet : www.citoyens.telerecours.fr

DÉLIBÉRATION N° 2024-04-18

Date de convocation : 28/03/2024

Date d'affichage : 29/03/2024

Date de réunion : 12/04/2024

Nombre de membres

En exercice : 23

Présents : 13

Votants : 22

Objet : Approbation de
révision du Plan
Local d'Urbanisme

Rapporteuse :
Patricia
PROVOST

L'an deux mille vingt-quatre, vendredi 12 avril à 19 h 00, les membres du Conseil Municipal se sont réunis en séance publique dans la salle du conseil municipal de la mairie de SAINT SOUPPLETS (Seine-et-Marne), Château de Maulny, sous la présidence de M. Stéphane DEVAUCHELLE, Maire.

Présents : M. Stéphane DEVAUCHELLE, Mme Christine DELAVAQUERIE, M. Dominique BOUCHERE, Mme Patricia PROVOST, M. Jacques LEMPERNESSE, M. Gilles MOREAU, Mme Myriame GIAT, Mme Patricia GAUBAN, M. Pascal MENARD, M. Sylvain DUCAMP, Mme Evelyne GRIFFONI, Mme Céline LAZZAROTTO et Mme Charline PONCY.

Absents représentés : M. Thierry TACHON (pouvoir à Mme Patricia PROVOST), Mme Delphine MAURICE (pouvoir à Mme Myriame GIAT), M. Jeannot SOBIESTRE (pouvoir à Mme Charline PONCY), Mme Thérèse BERTRAND (pouvoir à M. Pascal MENARD), Mme Nicole BRUNEAU (pouvoir à Mme Evelyne GRIFFONI), M. Jacques LOUIS-OCTAVE (pouvoir à M. Gilles MOREAU), M. Manuel PALHARES (pouvoir à Mme Céline LAZZAROTTO), M. Xavier MORIOUSEF (pouvoir à M. Dominique BOUCHERE), M. Christophe GROSSO (pouvoir à M. Sylvain DUCAMP)

Absents : Mme Aurélie FORESTA

Mme Patricia PROVOST est élue secrétaire de séance.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-21 et R.153-10,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2016/01/8 du 28 janvier 2016 prescrivant la mise en révision du plan local d'urbanisme (PLU) et fixant les modalités de la concertation préalable,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2017-10-07 du 9 octobre 2017 portant débat au sujet des orientations générales du projet d'aménagement et de développement durable (PADD) en application de l'article L153-12 du Code de l'Urbanisme,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2018-07-04 du 2 juillet 2018 concernant le bilan de concertation et l'arrêt du projet de révision du PLU de la Commune de Saint Souplets,

VU l'avis défavorable de l'État du 18 octobre 2018 sur le projet de révision totale du PLU arrêté par la Commune de Saint Souplets,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2018-12-01 du 17 décembre 2018 relative au retrait de l'arrêt du projet de révision du PLU et du bilan de concertation,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2019-03-01 du 18 mars 2019 portant débat au sujet des orientations générales du PADD en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2019-06-17 du 29 juin 2019 relative au bilan de la concertation et à l'arrêt du projet de révision du PLU de la commune de Saint Souplets,

VU la délibération du Conseil municipal n° 2021-09-06 du 27 septembre 2021 relative au retrait de l'arrêt du projet de révision du PLU et du bilan de concertation,

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MELUN (77000) – 43 rue du Général de Gaulle, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication/affichage. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet : www.citoyens.telerecours.fr

VU la délibération du Conseil municipal n° 2021-12-01 du 16 décembre 2021 portant débat au sujet des orientations générales du PADD en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,
VU la délibération du Conseil municipal n° 2022-06-14 du 27 juin 2022 relative au bilan de concertation et à l'arrêt du projet de révision du PLU,
VU la délibération du Conseil municipal n° 2023-04-16 du 13 avril 2023 relative au retrait de l'arrêt du projet de révision du PLU et du bilan de concertation
VU la délibération du Conseil municipal n° 2023-06-02 du 26 juin 2023 portant débat au sujet des orientations générales du PADD en application de l'article L153-12 du code de l'urbanisme,
VU le bilan de la concertation arrêté par délibération du conseil municipal du 11 septembre 2023,
VU le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets arrêté par délibération du conseil municipal du 11 septembre 2023,
VU les avis des personnes publiques associées,
VU l'arrêté municipal n° 2023/134 en date du 06 décembre 2023 prescrivant l'enquête publique du projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets,
VU l'enquête publique qui s'est déroulée du 15 janvier 2024 au 16 février 2024,
VU le rapport d'enquête publique et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 11 mars 2024,

Entendu le bilan des avis des personnes publiques associées (PPA), les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur (notamment son avis et ses conclusions motivées),

Considérant que les avis des PPA font l'objet d'un mémoire en réponse annexé à la présente délibération et justifiant des modifications du dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets,

Considérant que l'avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale (MRAE) fait l'objet d'un mémoire en réponse annexé à la présente délibération et justifiant des modifications du dossier de révision du Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets,

Considérant l'avis favorable du commissaire enquêteur dans ses conclusions et avis avec :

- Une réserve, reprise dans le dossier de révision du Plan Local d'urbanisme de Saint Souplets
- Une recommandation relative aux parcelles situées en zone UE. Ces parcelles sont constructibles dans la mesure où elles sont classées en zone urbaine UE. Dans la première version de la révision du PLU (premier arrêt de projet), ce secteur avait été classé en zone à urbaniser AU pour pouvoir y faire de l'habitat. L'Etat avait alors donné un avis défavorable pour incompatibilité avec la zone C du Plan d'Exposition au Bruit (PEB). Dès lors, ces parcelles sont maintenues en zone UE.
- Une recommandation pour un plan cycliste au sein du territoire de la commune. La municipalité va entamer une réflexion à ce sujet.

Considérant que les modifications apportées ne remettent pas en cause l'économie générale du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets,

Le présent acte peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de MELUN (77000) – 43 rue du Général de Gaulle, dans un délai de deux mois à compter de sa notification et/ou publication/affichage. Le tribunal administratif peut être aussi saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible sur le site internet : www.citoyens.telerecours.fr

Considérant que le projet de Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles L153-21 et R153-10 du code de l'urbanisme,

LE CONSEIL MUNICIPAL,

Après en avoir délibéré et voté, par 22 voix pour :

- ✓ **APPROUVE** le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme de Saint Souplets tel qu'il est annexé à la présente ;
- ✓ **DIT** que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 153-20 et R 153-21 du code de l'urbanisme :
 - d'un affichage en mairie durant un mois ;
 - d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département ;
- ✓ **DIT** que la présente délibération sera exécutoire dans le délai d'un mois suivant sa réception en préfecture conformément à l'article L. 153-23 du Code de l'urbanisme et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité visées ci-dessus et après publication sur le portail national de l'urbanisme ;
- ✓ **DIT** que la présente délibération sera transmise par Monsieur le Maire à la Préfecture de Seine-et-Marne ;
- ✓ **DIT** que, conformément à l'article L 153-22 du code de l'urbanisme, le dossier de plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public à la mairie de Saint Souplets, aux jours et heures habituels d'ouverture.

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an susdits.

La secrétaire de séance,
Patricia PROVOST



Le Maire,
Stéphane DEVAUCHELLE



Pour le Maire empêché